

HAÏTI

TROIS ANS APRÈS LE SÉISME DE 2010 : QUEL BILAN ?

3 ans après le séisme qui a dévasté Haïti, où en est l'aide internationale pour la reconstruction de l'île ? Malgré un ensemble de facteurs freinant le processus de reconstruction, l'ONG CARE a mis en place de nombreux programmes avec des résultats positifs.



© CARE / NATASCHA FILLON

Le jeudi 12 janvier 2010 à 16h53 heure locale, un tremblement de terre de magnitude 7 a frappé l'île d'Haïti.

CARE a réagi immédiatement en distribuant de la nourriture et de l'eau à 290 000 Haïtiens. CARE a également construit 2 400 abris logeant ainsi 13 400 personnes. 2 500 latrines et douches ont été construites ou réhabilitées.

« La question de l'utilisation des aides internationales est souvent posée. La première difficulté est de s'accorder sur un chiffre : entre les promesses des gouvernements pour se faire bien voir des médias et de leurs opinions publiques et la réalité des versements, il y a toujours un écart considérable. Ensuite, les projets sont toujours très longs à se mettre en place à cause du contexte haïtien. **CARE a dépensé l'ensemble des fonds reçus suite au séisme - 17,3 millions en 2010 et 28,7 millions en 2011.** Mais certaines sommes dorment toujours sur les comptes bancaires d'institutions internationales, telles que la Banque mondiale. », précise Philippe Lévêque, directeur de CARE France.

3 ans, cela reste court pour reconstruire un pays comme Haïti qui souffre de problèmes structurels endémiques et de troubles sociaux et politiques récurrents, expliqués par le manque de cohésion sociale, la quasi concentration des services dans la capitale au détriment des zones rurales et un manque de gouvernance.

Au quotidien, les difficultés se multiplient. L'urbanisme pose ainsi problème car il n'existe pas de cadastre. « Plusieurs familles peuvent disposer d'un titre de propriété pour une même maison. Les ONG et les autorités ont très souvent du mal à s'y retrouver », indique Melora Palmer, responsable du reporting chez CARE Haïti. Le logement reste ainsi un challenge majeur dans la capitale haïtienne. **Plus de 350 000 personnes vivent toujours dans 496 camps répartis dans le pays.**



© CARE / MILDREDE BELLARD

Pour remédier à cette situation, CARE a mis en place une nouvelle approche pour proposer des logements temporaires aux familles vivant dans les camps. A Carrefour, le quartier de Port-au-Prince le plus affecté par le séisme, CARE propose une subvention allant jusqu'à 1 200 US\$ aux propriétaires qui acceptent d'héberger gracieusement une famille venant d'un camp durant un an, afin de reconstruire leur maison. CARE forme ensuite les propriétaires et des ouvriers du bâtiment agréés par le programme à des méthodes de construction durables. **L'entrepreneuriat haïtien n'était jusqu'à présent pas en mesure de reconstruire le pays. Par ces formations, CARE aide les communautés à renforcer leur résilience afin de minimiser l'impact de futures catastrophes.**

Cette stratégie de privilégier les réponses de long terme suite à une catastrophe est primordiale pour CARE. **A la suite du séisme, CARE a ainsi mis en place un plan sur 5 ans de 100 millions US\$ qui s'attaque aux causes sous-jacentes de la pauvreté en Haïti pour avoir un impact durable sur les conditions de vie des Haïtiens.** Dans l'ensemble de ses programmes, CARE promeut également le respect des droits des femmes et leur autonomisation. « Elles sont un catalyseur essentiel pour renforcer les efforts de réhabilitation et initier des changements durables au sein des communautés. », souligne Jean Michel Vigreux, directeur de CARE Haïti.

Aujourd'hui, CARE s'inquiète de la lassitude des donateurs publics et privés face à la lenteur des progrès visibles de la reconstruction. Ce d'autant plus qu'Haïti continue à souffrir de catastrophes. 3 ouragans ont touché l'île depuis 2010. La tempête tropicale Sandy qui a frappé le pays en octobre 2012 a eu des conséquences désastreuses. 42% des cultures de maïs, 30% des cultures de riz et 20% des cultures de haricots ont été détruites. « 1.2 million d'Haïtiens sont en danger immédiat d'insécurité alimentaire », alerte Jean Michel Vigreux. « **Nous savons d'ores et déjà qu'une grave crise alimentaire se profile pour 2013** ».

CONTACT MEDIAS : Laury-Anne Bellessa, 01 53 19 89 92, bellessa@carefrance.org

UN DOSSIER DE PRESSE CI-JOINT DETAILLE LES RESULTATS OBTENUS PAR LES PROGRAMMES DE CARE EN HAÏTI.